

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

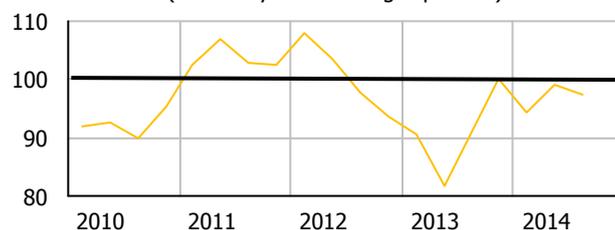
Une conjoncture atone

L'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre un léger recul au troisième trimestre 2014 (-1,5 point). À 97,5 points, il reste en dessous de sa moyenne de longue période dont il s'était rapproché au trimestre précédent. Cette diminution s'explique principalement par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir.

La demande d'emploi repart à la hausse, après s'être stabilisée au trimestre précédent, et concerne toutes les catégories d'âge. La consommation des ménages reste fragile et l'investissement est toujours limité. Dans ce contexte, les échanges commerciaux enregistrent un nouveau repli.

Selon l'enquête de conjoncture, l'activité des entreprises peine à poursuivre la hausse amorcée au trimestre précédent. Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise sont pessimistes. Ils anticipent une activité en baisse pour la fin d'année. La détérioration des charges et des délais de paiement devraient peser sur la trésorerie, également orientée à la baisse.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données trimestrielles

T
E
N
D
A
N
C
E
S

DES PERSPECTIVES MITIGÉES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LA ZONE CARAÏBE

Le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour **l'Amérique latine et les Caraïbes**. La croissance pour l'année 2014 a été corrigée de plus d'un point de pourcentage et est désormais estimée à 1,3 %. La prévision de croissance pour l'année 2015 a pour sa part été amputée de 0,8 point et est estimée à 2,2 %. Ces révisions à la baisse s'expliquent entre autres par des résultats d'exportations plus faibles que prévu sur fond de dégradation des termes de l'échange.

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le taux de chômage dans **l'Amérique latine et les Caraïbes** pourrait diminuer de 0,2 point, passant de 6,2 % en 2013 à 6,0 % en 2014, et ce en dépit d'une évolution défavorable de la conjoncture. En particulier, cette faible diminution du taux de chômage ne serait pas imputable à la création de nouveaux emplois mais davantage à une baisse du taux d'activité de la population.

À la **Barbade**, la croissance est nulle entre les mois de janvier et de septembre 2014 (+0,0 % après +0,8 % entre janvier et septembre 2013). Le secteur du commerce international se maintient mais de nouvelles directives fiscales internationales sont sources d'incertitudes. Le secteur touristique affiche des signes de reprise (+0,1 % de valeur ajoutée entre janvier et septembre 2014). Les prévisions de croissance du PIB sont de 2,0 % en 2015 et de 2,3 % en 2016.

En **République dominicaine**, le PIB poursuit sa hausse et enregistre une croissance de 7,0 % entre les mois de janvier et de septembre 2014. La Banque centrale a décidé de maintenir son taux d'intérêt de politique monétaire à 6,25 % au regard de différents indicateurs macroéconomiques et notamment de l'inflation considérée trop faible.

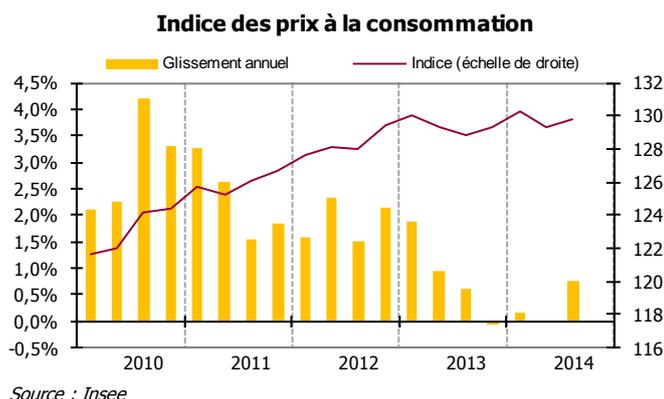
Sources : FMI (*Perspectives de l'économie mondiale, rapport d'octobre 2014*), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République dominicaine.

Légère hausse des prix

À fin septembre 2014, l'indice des prix à la consommation augmente faiblement (+0,4 % en variation trimestrielle après -0,7 % à fin juin).

L'évolution des prix de la quasi-totalité des postes de produits contribue à cette hausse. Les prix de l'alimentation et des produits manufacturés augmentent respectivement de 0,9 % et de 0,6 %. Les prix de l'énergie enregistrent une hausse de 0,8 %, en lien avec la hausse des prix des produits pétroliers (+1,0 %). Seuls les prix des services sont en baisse ce trimestre (-0,1 %).

En glissement annuel, l'indice des prix affiche une hausse plus prononcée (+0,8 %). Cette évolution résulte de la hausse des prix de l'alimentation (+1,0 %) et des services (+1,6 %). En revanche, les prix de l'énergie diminuent de 1,2 % en lien avec la baisse des prix des produits pétroliers (-2,2 %).



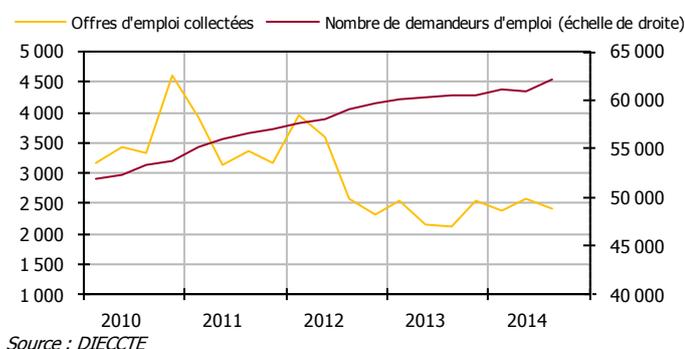
Hausse de la demande d'emploi

À fin septembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 62 050. Il augmente sensiblement en variation trimestrielle (+2,0 %, CVS) après avoir légèrement diminué au trimestre précédent (-0,4 %, CVS).

La demande d'emploi des moins de 25 ans repart à la hausse (+0,4 %, CVS) après cinq trimestres consécutifs de baisse. Celle des personnes âgées de 25 à 49 ans affiche une augmentation de 1,9 % (CVS) après avoir reculé au trimestre précédent (-1,2 %, CVS). La demande d'emploi des seniors (plus de 50 ans) continue d'augmenter (+3,0 %, CVS).

Sur un an, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi s'accélère (+2,7 % après +0,8 % à fin juin). Au plan national, la progression est de 4,0 % (CVS).

Demandeurs d'emploi DEFMA et offres d'emploi collectées (données CVS)



Les offres d'emploi collectées sont mal orientées (-5,4 %, CVS, en variation trimestrielle). Cette diminution s'explique par la chute des offres d'emploi temporaires (moins de 6 mois : -32,4 %, CVS). Les offres d'emploi durable ont quant à elles augmenté de 24,8 % (CVS).

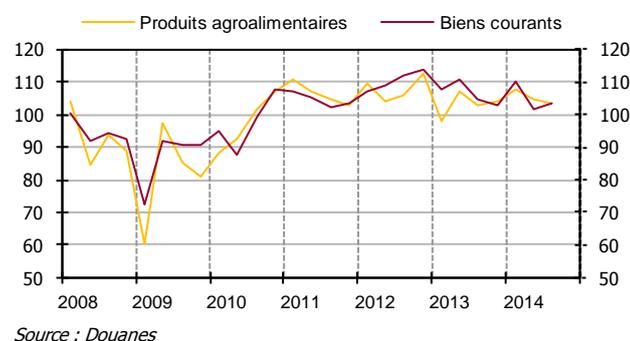
La consommation des ménages se stabilise

Au troisième trimestre 2014, la consommation des ménages se stabilise après un recul au trimestre précédent.

Les importations de biens de consommation courante progressent de 1,9 % (CVS) sur le trimestre sans pour autant compenser le repli observé au trimestre précédent (-7,7 %). Les importations de produits agroalimentaires diminuent (-1,6 %, CVS), mais à un rythme moins marqué qu'au deuxième trimestre (-2,5 %).

Selon l'enquête de conjoncture IEDOM, le courant d'affaires des professionnels du secteur du commerce fait état d'un léger repli ce trimestre.

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



La plupart des indicateurs de vulnérabilité des ménages poursuivent leur amélioration sur le trimestre. Le nombre de retrait de cartes bancaires enregistre une baisse prononcée (-14,0 % après -3,4 % à fin juin). Le nombre de dossiers de surendettement affiche également un recul significatif (-21,3 % après -10,7 % à fin juin). Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse faiblement (+0,5 %) après avoir diminué au trimestre précédent (-1,3 %).

L'investissement reste limité

En dépit d'un climat des affaires morose, les intentions d'investir des chefs d'entreprise progressent, en particulier dans le secteur de l'industrie et notamment de l'industrie agroalimentaire.

Après quatre trimestres consécutifs de baisse, les importations de biens intermédiaires augmentent de 1,3 % (CVS) par rapport à fin juin. Elles accusent toutefois un repli de 8,3 % sur un an. Les importations de biens d'équipement enregistrent une baisse prononcée sur le trimestre (-8,8 %, CVS) et se situent à leur plus bas niveau depuis mi-2009.

Les indicateurs de vulnérabilité des personnes morales enregistrent des évolutions contrastées sur le trimestre. Le nombre de radiations d'entreprises affiche une forte hausse (+27,9 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste stable sur le trimestre (+0,1 %). Les incidents de paiement sur effets de commerce augmentent en nombre (+3,0 %) mais diminuent fortement en montant (-26,6 %).

Concernant les ménages, l'investissement immobilier progresse à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent : l'encours des crédits à l'habitat des ménages augmente de 1,4 % à fin septembre (+6,0 % sur un an), contre +0,6 % à fin juin.

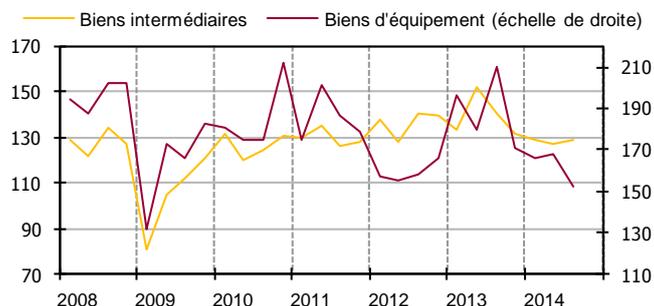
Les échanges commerciaux reculent à nouveau

À fin septembre 2014, les échanges commerciaux poursuivent leur baisse et s'établissent en dessous de leurs niveaux de l'année dernière.

Les importations ont continué de diminuer au troisième trimestre 2014 (-2,5 %, CVS). Cette évolution tient essentiellement à la baisse des importations de biens d'équipement destinés aux entreprises et des importations de produits agroalimentaires (-1,6 %, CVS).

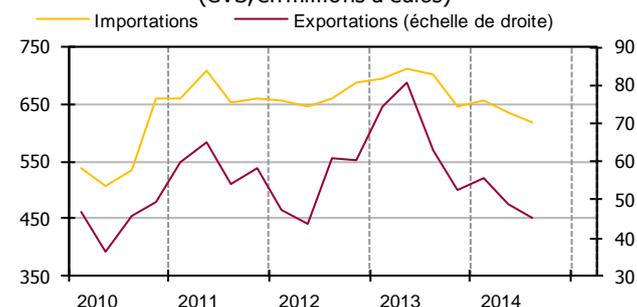
Les exportations ont à nouveau enregistré une forte baisse trimestrielle (-7,1 %) en lien avec le fléchissement des exportations de la plupart des catégories de produits, excepté ceux de l'industrie agroalimentaires (+5,7 %, CVS).

Importations de biens destinés aux entreprises
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Échanges commerciaux
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

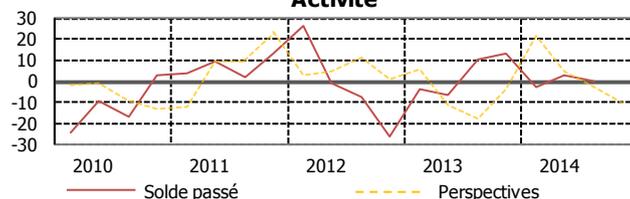
ACTIVITÉ MOROSE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Au troisième trimestre 2014, selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité peine à poursuivre la hausse amorcée au trimestre précédent. Cette évolution s'accompagne d'un alourdissement des charges des entreprises et de l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Cependant, une légère amélioration de la trésorerie est observée.

Pour la fin d'année, les chefs d'entreprise anticipent une activité en baisse. L'alourdissement des charges et l'allongement des délais de paiement devraient par ailleurs peser sur la trésorerie. Seuls les effectifs devraient connaître une évolution favorable sur les trois prochains mois.

Dans le secteur **primaire** et **l'agroalimentaire**, les résultats sont contrastés. L'activité est de nouveau en hausse au troisième trimestre mais les chefs d'entreprise anticipent une baisse pour le prochain trimestre. Les exportations de produits agroalimentaires augmentent sur le trimestre (+5,7 %, CVS) et sur un an (+18,0 %, CVS). Les exportations de produits agricoles affichent une baisse moins marquée qu'à fin juin (-2,9 % contre -4,4 %). Elles progressent cependant de 5,2 % (CVS) par rapport à la même période de l'année dernière.

Activité



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, Données trimestrielles

Dans les **industries manufacturières** hors industries agroalimentaires, l'ensemble des soldes d'opinion restent dégradés, excepté pour les charges qui s'améliorent légèrement. Pour les mois à venir, seul l'investissement enregistrerait une légère hausse.

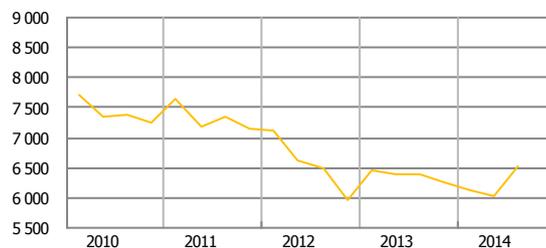
Selon les chefs d'entreprise, l'activité dans le secteur du **commerce** se détériore légèrement, après s'être stabilisée au second trimestre. Si le marché automobile rebondit avec une hausse de 6,6 % du nombre de véhicules immatriculés par rapport à fin juin, sur un an, il fléchit légèrement (-0,7 %). Selon les chefs d'entreprise, l'activité du secteur devrait enregistrer un repli au cours des trois prochains mois.

Pour la première fois depuis mi-2012, l'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** s'améliore. Ce regain d'activité s'accompagne d'une sensible hausse des effectifs (+8,0 % en variation trimestrielle et +1,9 % en glissement annuel), qui efface trois trimestres consécutifs de baisse. Le nombre de permis pour la construction de logements neufs repart également à la hausse : il augmente de 42,1 % sur le trimestre (+5,8 % en glissement annuel). En cumul depuis le début de l'année, ce sont 3 171 permis qui ont été délivrés pour la construction de logements neufs, un chiffre en hausse de 1,7 % par rapport à la même période de l'année dernière. Toutefois, l'activité demeure faible selon les chefs d'entreprise. Les ventes de ciment sur le marché local poursuivent leur diminution (-13,9 % sur un an, données brutes) et affichent leur septième trimestre consécutif de baisse. Par manque de visibilité, les professionnels n'anticipent toujours pas la reprise du secteur.

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité poursuit sa hausse au troisième trimestre. Les effectifs connaîtraient cependant une baisse au prochain trimestre.

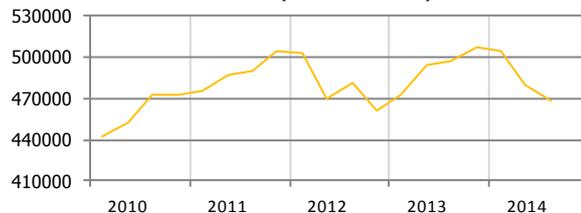
Les chefs d'entreprise du secteur du **tourisme** font état d'une stabilisation de leur courant d'affaires. Selon les professionnels interrogés, la filière hôtelière enregistre des difficultés liées à la baisse de la clientèle. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers (hors transit) continue de diminuer (-2,6 % CVS après -4,8 % à fin juin). Les prévisions des chefs d'entreprise pour les trois prochains mois sont cependant favorables pour la totalité des soldes de gestion, en lien avec l'approche de la haute saison touristique.

Effectifs salariés du BTP



Source : Caisse des congés payés du BTP

Trafic de passagers hors transit (données CVS)



Source : Aéroport Pôle Caraïbe. CVS Iedom

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise - inégale - de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Jean-Marie PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : décembre 2014 - Dépôt légal : décembre 2014 – ISSN 1952-9619